



CCE Novembre 2014

Projet de Recapitalisation des vignobles BELCIER et RAMAGE la BATISSE : avis du CCE

Déclaration FO :

Pour FORCE OUVRIERE il est simplement scandaleux d'envisager d'abandonner une créance de 13 millions d'euros pour « sauver » des vignobles, alors que vous refusez d'augmenter les salaires. Nous vous rappelons que notre revendication d'augmentation de 3% des tous les salaires représente une enveloppe de 11 millions d'euros.

Pour ces raisons nous donnerons un avis défavorable

Orientations stratégiques : avis du CCE

Nous avons pris connaissance des nombreux documents, qui sont pour beaucoup des tableaux et graphiques ne laissant penser que la stratégie ne se définit qu'au regard d'une vision économique des choses.

Nous constatons quand même que la politique et les orientations développées depuis plusieurs années sont pour le moment un échec en terme de résultats (au regard du décalage avec les objectifs).

Nous n'avons malheureusement pas relevé dans ce document de choses bien surprenantes (ou vraiment innovantes), par rapport à ce qui se fait dans le reste du secteur de l'assurance et les stratégies mises en place par nos concurrents (concentration des acteurs, centralisation du pilotage, digitalisation, redéploiement géographique sur les zones à plus fort potentiel...) mais rien de vraiment différenciant.

Ces documents ainsi que l'intervention de notre directeur général sont pour nous un signal d'alerte supplémentaire, qui n'a pas apporté beaucoup de réponses sur les orientations stratégiques mais nous inquiètes pour l'avenir des salariés de la MACIF.

En effet cette présentation pose beaucoup de questions sur les impacts sociaux.

Tout d'abord la recentralisation de la gouvernance, qui est une véritable remise en cause d'un des fondements de la construction et du développement de la MACIF durant les 20 dernières années. La remise en cause du modèle d'organisation régionale tel qu'il existe aujourd'hui pose beaucoup de questions sur l'avenir des emplois dans un certains nombres de services régionaux. La disparition des services PJ en régions avait posé les jalons de cette politique, qui s'accélère avec les études en cours sur la mise en commun de services support (GPS, achats...) sur le territoire

niortais. Et demain ? Pourquoi pas la comptabilité, les ressources humaines, les services PROXCI, les services de gestions ou encore les plateformes commerciales ?

Ensuite concernant SFEREN, la réorganisation liée au départ de la MAIF et le rapprochement avec la MATMUT pose là aussi beaucoup de questions sur les impacts sociaux. Si le discours officiel à la MACIF tend à minimiser la réalité et les impacts de ce rapprochement, la lettre d'intention signée avec la MATMUT donne une toute autre impression. La mise en commun de notre activité pour les professionnels a ouvert la voie et déjà des interrogations arrivent concernant la PJ ou l'informatique.

Enfin par rapport à la digitalisation vers laquelle nous semblons nous orienter nous aussi, si l'on se réfère aux études de l'observatoire de l'évolution des métiers de l'assurance là aussi les impacts sur les métiers, les emplois et les compétences s'annoncent très loin d'être minimes.

Voici uniquement quelques-uns des points abordés dans votre présentation qui comme vous le voyez, pose beaucoup plus d'interrogations qu'elle nous éclaire sur l'avenir social des salariés du groupe. Or ce point n'est pas du tout abordé dans ces orientations.

Pour FORCE OUVRIERE ces choix impliquent de grands bouleversements sur les métiers et les emplois et les conséquences sociales ne sont pas clairement expliquées

Nous tenons également à vous signaler que nous trouvons schizophrène de regretter sans cesse la baisse de la consommation et le climat économique morose d'un côté, et de l'autre d'appliquer exactement la même politique de blocage des salaires qui génère ces difficultés économiques.

Pour toutes ces raisons, nous vous demandons des engagements clairs sur :

- le maintien des activités sur sites
- le maintien de tous les sites de travail
- le maintien de tous les emplois
- le remplacement de tous les départs et les embauches partout où cela est nécessaire
- le maintien des statuts

Et dans le cadre des évolutions des métiers nous vous rappelons vos obligations de formations et de résultats de formation pour l'ensemble des salariés.

N'étant pas gestionnaire de l'entreprise nous ne participerons pas au vote.